

CSS Alteo du 1er Février 2023

Contribution de JC Monet, à insérer dans le compte rendu de la CSS

L'annonce de la réalisation d'une étude complémentaire pragmatique sur l'hydrologie de la décharge ICPE de Mange Garri est évidemment une très bonne nouvelle

Il convient de ne pas oublier que la question des eaux de Mange Garri a été lancée par votre serviteur il y a trois ans environ, y compris en CSS

Une étude très argumentée a été remise aux services de l'Etat par BBAE, le 13 mai 2019 suivie de multiples compléments jusqu'en 2022.

Force est de constater que ces travaux, qui ont demandé une bonne centaine d'heures de travail cumulées, n'a fait l'objet d'aucun suivi desdits services, même pas d'accusés de réception de convenance!

En outre la rétention d'information a été la règle pendant ces années

Par exemple les trois bilans hydrique écrits par Artélia (2018, 2019, 2020) n'ont jamais été transmis à la CSS, en contradiction avec 3 arrêtés préfectoraux et malgré plusieurs relances

Nous les avons obtenus hors circuit officiel

Une telle inertie est inexplicable dans le contexte du changement climatique et des discours officiels sur la préservation des eaux

Ces documents, complétés par le rapport Fugro de 2008 et le rapport Antea de 2017, ont constitué le point de départ de l'obstination à obtenir l'approfondissement de ce sujet majeur dans le cadre du changement climatique. Ils fournissent la composition des flux infiltrés et une estimation de leur volume, données démontrant leur dangerosité (pH 12.8 - 200.000 m³/an) pour les eaux souterraines.

Ces quatre rapports, explicitement alarmants, auraient dû attirer l'attention des pouvoirs publics, indépendamment de l'alerte de BBAE de 2019

Mais tous ces documents ont-été étudiés, voire seulement lus par les services de l'Etat ?

L'étude lancée le 3 mars 2022 par M. le sous-préfet Bruno Casette constitue le début de la concrétisation de cette démarche importante

NB : On peut même parler d'une victoire contre l'ignorance volontaire généralisée
On doit saluer ici la clairvoyance et le volontarisme de M. le Sous Préfet !

Ceci étant posé, cette étude complémentaire devra être pragmatique, sans rétention d'information et inspirée du cahier des charges dont les grandes lignes sont déjà fixées pour répondre aux deux questions :

" Quel est le devenir actuel des volumes infiltrés ?"

" Peut-on en capter une partie significative pour limiter la pollution des eaux souterraines ?"

Par ailleurs, une question se pose en ce qui concerne le financement de cette étude et par déduction sur son interférence avec la garantie environnementale donnée par Rio Tinto à Alteo par un acte sous seing hautement confidentiel.

De par son titre, cette garantie est d'évidence, liée l'environnement

Reste à savoir de quel environnement on parle et pourquoi le secret englobe aussi cette partie de l'acte

En effet, les questions concernant l'environnement intéressent, y compris financièrement, l'Etat, le département, la commune et les citoyens, toutes entités non parties prenantes à l'acte sous seing privé

D'où la question de droit élémentaire = les dispositions d'un acte sous seing privé sont-elles opposables aux non signataires dudit acte dont ils ignorent le contenu ?

Question posée par RAR à M. le préfet les 2 mai 2022, sans réponse

Si oui, il convient de préciser les textes législatifs ou réglementaires qui ouvrent cette possibilité

Si non, il convient de lever le secret, au minimum sur les engagements réciproques concernant la partie environnementale.

Conclusion :

Toutes les démarches effectuées par les riverains auprès de la préfecture restent lettres mortes

Les riverains d'Alteo, ou plus généralement les habitants du bassin minier sont-ils réellement considérés, par l'autorité publique, comme des citoyens à part entière ?



Bouc Bel Air Environnement

Monsieur le Préfet
12 Boulevard Paul Peytral
13006 Marseille

Courrier RAR : 1A 171 415 2161 5

Bouc Bel Air le 02/05/2022

Objet : Garantie environnementale de la décharge ICPE d'Alteo à Mange Garri.

Monsieur le Préfet,

La définition de la garantie environnementale de la décharge ICPE de Mange Garri, mentionnée dans les documents officiels, fait l'objet d'un acte sous seing privé qui la rend, de fait, inaccessible, en particulier aux membres de la CSS.

Or cet acte sous seing privé implique indirectement, par ses conséquences environnementales éventuelles, les riverains, la municipalité de Bouc Bel Air et même l'Etat, en cas de clauses exonératoires de responsabilité.

Si nos informations sont exactes, depuis 2013, le droit de l'Union Européenne qui s'impose en France, admet que le "secret des affaires" ne peut pas aller contre la protection de l'environnement et doit, dans ce cadre, être divulgué pour les "clauses" qui sont susceptibles de porter directement atteintes à l'environnement.

Voir la Convention d'Aarhus et la directive 96/61/CE de la CJUE.

Dans ledit acte sous seing privé, pour respecter le droit des affaires, la répartition des responsabilités entre les signataires ainsi que les dispositions stratégiques ou financières doivent rester confidentielles.

En revanche, selon les dispositions légales évoquées ci-dessus, les données concernant leur responsabilité globale relative à l'environnement ne peuvent rester cachées.

Pourriez-vous préciser quelle disposition légale ou réglementaire rendrait un acte sous seing privé opposable à des tiers non signataires et non informés, mais concernés par ses conséquences éventuelles sur la santé publique ?

*NB **Néanmoins, selon un mail du 14/04/2022 de M. Leredde, le montant de ladite garantie est officiellement de 7.335 k€ pour la période 2018/2023, mais sans précision sur son contenu ni sur ses modalités d'application.*

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, nos respectueuses salutations

Jean-Claude Monet
Membre de la CSS Alteo

Philippe Villemin
Président de BBAE

Copies : M. le sous-préfet d'Aix
M. le Maire de Bouc Bel Air
M. Leredde
CA de BBAE, Mme Frosini

